

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 34 (1987)
Heft: 5

Rubrik: Kantone = Cantons = Cantoni

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern

Assemblée constitutive du syndicat de communes du centre régional d'instruction de protection civile de Tramelan

Vendredi 30 janvier 1987, en présence de 37 délégués représentant 26 communes sur les 28 ayant adhéré au syndicat, James Choffat, maire de Tramelan, a ouvert la séance constitutive du syndicat de communes du centre régional d'instruction de protection civile de Tramelan.

James Choffat salua plus particulièrement Marcel Monnier, préfet, Franz Reist, chef de l'Office cantonal accompagné de Philippe Monnin et Michel Juillerat, ainsi que les délégués présents. Le maire de Tramelan traça brièvement l'historique de la création du syndicat et donna ensuite la parole à Franz Reist, chef de l'Office cantonal qui, dans un premier temps, apporta les salutations de Peter Schmid, conseiller d'Etat. Puis Franz Reist dit sa satisfaction de voir la constitution d'un syndicat pour le centre de Tramelan, qui, ainsi, adopte la même structure que les autres centres du canton. Enfin l'orateur remercia le Conseil municipal et le chef local pour l'activité positive qu'ils ont déployée lors de la création du syndicat.

Philippe Monnin, également de l'Office cantonal PCi, souligna à son tour l'importance d'un syndicat dans l'amélioration de la qualité de l'instruction. Abordant la demande faite par Saint-Imier de taxer la commune siège du syndicat, Philippe Monnin rappela que les autres centres ne connaissent

pas cette pratique car les recettes fiscales et autres sont très faibles pour la commune siège.

André Grüter, secrétaire pour la création du syndicat, en rappela les bases légales et sa structure. Egalement tout au long des débats, il présenta pour chaque point de l'ordre du jour les informations techniques.

Après avoir nommé deux scrutateurs, l'assemblée procéda à l'élection de son président, en l'occurrence Urs Schnyder, conseiller municipal de Bévillard. Urs Schnyder, après avoir remercié les délégués de leur confiance, présida à son tour à l'élection du vice-président, soit Jean Muriset, chef local de Courtelary.

La commission de gestion fut également nommée et, sur proposition du groupe de travail, deux sièges furent réservés en vue d'une éventuelle adhésion de Moutier et Saint-Imier. En outre, une répartition fut faite entre les districts et également entre les grandes et petites communes. Pour quatre ans, la commission de gestion se présente comme suit:

Président:
André Grüter, Tramelan

Vice-président:
Alain Liechti, Court

Membres:
Frédé Wisler, Malleray; Albert Bandelier, Sornetan; Yvan Paroz, Péry; Sylvain Grosjean, Orvin; Frédéric Buchs, Prêles

Le poste de secrétaire sera attribué ultérieurement.

Paulette Sunier de Nods et Renée Saunier de Loveresse furent nommées vérificatrices des comptes alors que Claude Ducommun de Péry fonctionnera comme remplaçant.

L'assemblée des délégués étant compétente pour la création de postes permanents, ce fut sans discussion que les postes d'administrateur et de chef du matériel furent créés. Il ne s'agit pas de nouvelles places de travail mais de la confirmation de postes existants avant la constitution du syndicat.

Cependant, l'ancien administrateur, E. Gosteli, ayant quitté ses fonctions, la place a été remise au concours et la commission de gestion procédera dans les semaines à venir à la nomination.

Le budget 1987 ne fit pas l'objet d'une discussion.

Commenté par André Grüter, ce budget présente des charges pour Fr. 429 500.-

dont Fr. 148 560.- seront à répartir entre les membres et utilisateurs du centre d'instruction.

Ce budget approuvé, les frais d'administration à payer par les communes membres pour 1987 furent également acceptés par les délégués à raison d'un montant de Fr. 3.- par habitant.

Egalement liée au budget, la location annuelle pour les communes non membres fit l'objet d'une courte discussion.

En effet, le groupe de travail qui avait préparé cette assemblée constitutive proposait un montant de Fr. 43.- par jour

alors que les délégués proposèrent de le monter à Fr. 50.- par jour.

Finalement, au vote, la proposition de Fr.

50.- par homme et par jour fut acceptée.

Marcel Weber, conseiller municipal de Tramelan, rappela les études faites pour déterminer la valeur locative des installations et bâtiments utilisés pour le centre d'instruction. Marcel Weber souligna que les autorités de Tramelan, favorables au syndicat, ont proposé un montant forfaitaire inférieur aux estimations des experts et dans ce montant forfaitaire fixé à Fr. 48 000.- figurent l'entretien, le chauffage, l'électricité et l'eau du bâtiment du Pont 20. Sans opposition les délégués ratifièrent ce contrat de location.

Par le fait qu'il s'agissait d'une séance constitutive, les indemnités et jetons de présence de la commission de gestion et des délégués furent fixés.

A l'assemblée des délégués, seul le président reçoit un jeton de présence de Fr. 20.-, les délégués étant indemnisés par leur commune.

Pour les membres de la commission de gestion, un jeton de présence de Fr. 20.- est également fixé ainsi que les indemnités de déplacement selon le tarif cantonal et le président, le secrétaire de la commission, recevront Fr. 15.- à l'heure pour les travaux administratifs.

Avant de clore l'assemblée, les délégués fixèrent la prochaine séance au 2 octobre 1987 et le président, Urs Schnyder, remercia les participants pour l'intérêt témoigné durant toute la séance.

Après cette première séance, les Autorités se firent un plaisir d'offrir le verre de l'amitié aux délégués et invités.

**...ZS-Schirme,
ZS-Gläser, ZS-?
ZS-?, ZS-?:**

alles bestellt und im Kommen

Siehe Nr. 6/87 und 7-8/87

NEUKOM 

**Mobilier pour
centres de
protection civile**

études et projets, fabrication

H. Neukom SA
8340 Hinwil-Hadlikon
Téléphone 01/938 01 01

Bern

Courtelary

10^e Assemblée générale de l'association régionale des chefs locaux et chefs d'office de la protection civile

C'est samedi 14 mars qu'une soixantaine de membres, sur les 90 que compte l'Association, a suivi les débats présidés par André Grüter, chef local de Tramelan. Cette assemblée était honorée de la présence de Marcel Monnier, préfet, de Paul-André Mathys, maire de la localité, Jean Tschan, conseiller et chef du dicastère de la protection civile. La commune bourgeoise était représentée par Pierre Langel, président, et Simon Langel, conseiller. La localité de Courtelary ayant un député, celui-ci, Guillaume-Albert Houriet, suivit également les débats. Franz Reist, chef de l'office cantonal de PCi était également présent et représentait le conseiller d'Etat Peter Schmid. Alors que l'Association bernoise pour la protection civile était représentée par Hans Feuz, les chefs locaux neuchâtelois par Denis Hirt.

Comme le veut la tradition, le maire de la localité, Paul-André Mathys, souhaita la bienvenue à ses hôtes d'un jour. Il présenta la protection civile sous l'angle de l'autorité et mit en évidence l'importance qu'elle prend dans les temps actuels. Après l'approbation du procès-verbal, le rapport annuel présenté par le président fit ressortir qu'en 1986 les chefs locaux ont tenu trois séances de travail: à Lamboing le thème des constructions a été traité; à La Ferrière les planifications nécessaires à une commune ont été étudiées et à Péry les nouvelles directives de comptabilité furent retenues.

Le président ne manqua pas de souligner que lors de la création du syndicat de communes du centre régional, les chefs locaux membres de l'association figurent en bonne place tant à l'assemblée des délégués qu'à la commission de gestion. Au chapitre des changements, il fut annoncé les mutations suivantes:

Mutations: Daniel Buchs anciennement remplaçant devient CL de Lamboing. A Péry, Yvan Paroz devient CL et l'ancien CL Henri Baumgartner devient remplaçant.

Démissions: Aimé Loichot, CL à Cortébert, Pascal Boilat, CL à Champoz, Francis Favre, remplaçant à Saint-Imier, Heidi Lüthi, C. off. à La Heutte, J.-P. Cachin, CL à Lamboing, Dino Boldini, C. off. à Frinvillier, Raymond Flotiront, remplaçant à Bévillard.

Admissions: Michel Walther, CL à Cortébert, Béatrice Zufferey, C. off. à Cortébert, Silvio Galli, remplaçant à Saint-Imier, Myriam Jacot, C. off. à Perrefitte, René Bourquin, C. off. à Lamboing, Pierre-André Schnegg, CL à Champoz, Jean Maurer, CL à Châtelat, Viviane Grossniklaus, C. off. à Reconvilier, Frédéric Bollmann, C. off. à Sorvilier, Suzanne Froidevaux, C. off. à Les Breuleux.

Cette assemblée étant la dixième, le président rappela les débuts de 1971. En effet, c'est le 27 février 1971 que huit chefs locaux se réunirent une première fois pour organiser des cours de gardes d'immeubles et de sanitaires et de cette première équipe il reste trois membres: André Kneuss CL de Sonvilier, Claude Simon de Sonceboz et André Grüter CL de Tramelan.

Les chefs locaux des Franches-Montagnes furent associés à ce groupe et en 1973 les chefs locaux des districts de La Neuveville et Moutier renforcèrent les rangs.

C'est le 5 octobre 1976 que les premiers statuts furent acceptés et que l'association était légalement fondée. En 1983 l'association ouvrit ses portes aux chefs d'office. Actuellement, elle compte 90 membres répartis dans 46 communes.

Erwin Gosteli, caissier, présenta les comptes qui bouclent avec un léger bénéfice.

Le programme d'activité de 1987

15 mai, rapport de travail à Sorvilier. 25 septembre, planification des cours à Tramelan. 23 octobre, démonstration d'un système de diffusion d'informations et perfectionnement en matière de mise sur pied à Bienne.

Selon les statuts, il n'y avait pas d'élections au comité, cependant deux membres avaient quitté leur fonction dans leur commune et de ce fait sont également démissionnaires du comité. Pour remplacer Jean-Pierre Cachin, ancien CL de Lamboing, l'assemblée élut John Schwab, chef local de Prêles. Le remplacement de Heidi Lüthi, ancien chef d'office de La Heutte, fut renvoyé au comité pour trouver une candidate, chef d'office du district de Courtelary. Il fut signalé que l'ancien administrateur du centre était également démissionnaire de par l'arrêt de son activité et que le nouvel administrateur, Angelo Chapatte, le remplacerait dès son entrée en fonctions. Ainsi le Comité se présente comme suit pour 1987:

Président:
André Grüter, CL à Tramelan

Vice-président:
Marcel Chapatte, CL à Les Bois

Membres:
Monique Bandelier, C. off. à Sornetan; Hubert Borruat, remplaçant à Moutier; Frédy Wisler, CL à Malleray-Bévillard; John Schwab, CL à Prêles; Angelo Chapatte, administrateur du CRIT à Tramelan.

Dans les divers, le président eut l'occasion de présenter le nouvel administrateur du CRIT.

Franz Reist, chef de l'Office cantonal, transmit le message du conseiller d'Etat et rappela les tâches de la protection civile et plus spécialement du chef local. Il remercia les membres de l'association pour leur activité et souligna que le degré de préparation des communes membres était comparable à celui des communes de Suisse alémanique bien préparées.

Hans Feuz, au nom de l'Association bernoise de la protection civile, dit l'intérêt qu'il a eu à suivre les débats et présenta l'organisation de l'association bernoise qui souhaite avoir une sous-section pour la région.

Au nom de l'Association neuchâteloise des chefs locaux, Denis Hirt, remit tout d'abord un plat en étain à l'occasion des dix années de vie de l'association et ceci en témoignage de l'amitié entretenue entre ces deux groupements. Il félicita et forma ses meilleurs vœux pour les chefs locaux présents.

Avant de lever la séance, les participants entendirent encore Marcel Chapatte, qui se mit à disposition des chefs locaux, Charles Ermatinger, membre d'honneur, qui dit son plaisir d'être avec ses anciens collègues, Erwin Gosteli, qui remercia avec émotion tous ceux qui collaborèrent avec lui durant son activité au CRIT, et le président, qui remercia les autorités de Courtelary avec son chef local Jean Muriset, responsable de l'organisation de cette journée.

Après la partie administrative, Jean Muriset, qui avait déjà réservé un accueil en musique avant l'assemblée, invita les participants à admirer les photos présentées par Francis Gfeller de Saint-Imier et consacrées à «La flore des Pontins». Après cette présentation de merveilles souvent ignorées, les participants se rendirent à la Préfecture pour visiter l'exposition du peintre André Tolk, le bâtiment rénové, et prendre l'apéritif offert par la Municipalité.

Marcel Monnier, préfet, brossa l'historique du bâtiment et rappela les rénovations faites qui sont une pleine réussite. François Vauthier, animateur des expositions qui se déroulent à la Préfecture, présenta avec sensibilité l'œuvre de l'artiste André Tolk.

Lors du repas, agrémenté par la Fanfare municipale, une petite cérémonie, présidée par Jean Muriset, permit de remercier l'ancien administrateur Erwin Gosteli et de lui remettre une attention en souvenir de l'activité qu'il avait déployée.

Le président, André Grüter,

fut également l'objet d'une attention pour ses dix années d'activité à la tête de l'association.

C'est dans une ambiance chaleureuse et amicale que

les membres firent honneur au délicieux repas préparé par le maître boulanger J.-P. Leuenberger et chacun gardera de cette assemblée un lumineux souvenir.

Basel-Land

«Pferdewechsel» der Verbandsspitze

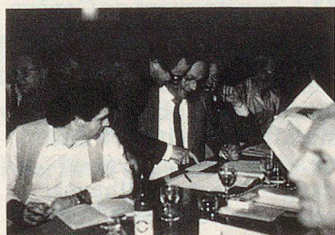


Werner Zahn, neuer Präsident des Basellandschaftlichen Zivilschutzverbandes.

ush. In Anwesenheit von Landratspräsident Max Kamber, Regierungspräsident Werner Spitteler, BZS-Direktor Hans Mumenthaler und zahlreicher anderer Behördenvertreter wurde anfangs April 1987 in Liestal in zügigem Tempo die 18. ordentliche Mitgliederversammlung des Basellandschaftlichen Zivilschutzverbandes abgewickelt – zum letztenmal unter Leitung des scheidenden Präsidenten, Nationalrat Dr. Felix Auer, Bottmingen, der dem Verband während sechs Jahren vorgestanden ist. Als Nachfolger wurde Werner Zahn gewählt. Der neue Präsident ist Gemeinderat in Reinach, und er betreut dort seit Jahren in aktiver Weise den Zivilschutz. Während dreier Amtsperioden (1971–1983) hatte Werner Zahn auch dem Baselbieter Landrat angehört – er bringt also reichliche politische Er-

fahrung für seine neue Aufgabe mit.

Das vom Volk abgelehnte Ausbildungszentrum Ziefen, dann die Ereignisse Tschernobyl und Schweizerhalle fielen in die Zeit von Auers Präsidentschaft. Es gilt nun – dies einer der Leitgedanken in der kurzen prägnanten Ansprache des abtretenden Präsidenten – die Frage zu klären und zu prüfen, ob der Zivilschutz gemäss gesetzlicher Grundlage und verfügbarer Fachtechnik «modernen» Katastrophen wie den genannten Ereignissen wirksam zu genügen vermöge. Für eine allenfalls notwendige Anpassung und einen eventuellen Ausbau des Zivilschutzes stellen sich namhafte Politiker mit verschiedenen Vorstößen – so steht auch ein 6-Punkte-Postulat Auer (vergl. «Zivilschutz» Nr. 3/87) – beim Bundesrat zur Beantwortung an; greifbaren Ergeb-



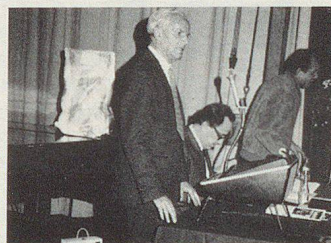
Amtsübergabe informell.

nissen sieht Auer mit grossem Interesse entgegen. Und er dürfte sich in dieser Erwartung von einem Grossteil des Schweizervolkes begleitet wissen.

Zur Frage der Zivilschutzdienstverweigerung fand Auer harte, jedoch trübe und offene Worte: Während man der Militärdienstverweigerung aus religiösen («Du sollst nicht töten») und ethischen Gründen Verständnis entgegenbringen könne, sei die Verweigerung des Zivilschutzdienstes – der Einsatz

für Rettung, Schutz und Hilfe am Nächsten! – eine Haltung, die nicht mit einem Gewissenskonflikt gerechtfertigt werden könne.

Würdigung fand das Engagement Felix Auers als Präsident des Basellandschaftlichen Zivilschutzverbandes durch anerkennende Worte von ZS-Amtsvorsteher Werner Schneider, Vizepräsident Georg Schwörer und Gottlieb Sigrist, dem «Götli» des BLZSV, der regelmässig die Baselbieter Zivilschützer besucht und auch dieses Jahr im Alter von 87 Jahren extra aus Chur angereist kam und damit dem Verband und dem scheidenden Präsidenten die Ehre erwies.



Gottlieb Sigrist, Chur.

Von seiten des Bundesamtes für Zivilschutz schliesst sich – aus Zeitgründen nicht am Abend der Mitgliederversammlung selbst, dafür um so nachhaltiger an dieser Stelle – Direktor Mumenthaler den würdigenden Worten an und übermittelt Nationalrat Dr. Felix Auer seinerseits Dank für das allzeit engagierte, verantwortungsvolle Wirken für die Angelegenheiten des Zivilschutzes wie auch für die im richtigen Moment angebracht fundierte Kritik, die Impulse zum Aufzeigen neuer Wege zu geben vermag. In eindrucksvoller Weise berichtete unter der Überschrift «Katastrophenhilfe Baselland – Folgerungen aus Schweizerhalle» Polizeikommandant Major Hans Studer in seiner Eigenschaft als Chef des Krisenstabes über die Ereignisse in der Nacht des 1. November 1986 und über einige Lehren, die sich daraus ergeben. Er führte in seinem Referat den Beweis, dass Spontanmassnahmen im Katastrophenfall nur in koordiniertem Baukastensystem von kombinierten Abfolgen die geforderte Wirkung bringen können.

Genève

Association genevoise pour la protection civile

Compte rendu du débat qui suivit l'Assemblée générale ordinaire de l'Association genevoise pour la protection civile du 27 avril 1987

Le rôle de la protection civile face aux catastrophes

A. W. A la suite des événements de Tchernobyl et de Bâle, la protection civile s'est trouvée au centre d'un faisceau d'interrogations de la part du public. Pour essayer d'y répondre, pour entendre le point de vue des autorités aussi bien que celui du public, l'AGPC a organisé un débat à l'issue de son Assemblée générale ordinaire du 27 avril dernier au Centre de protection civile de Bernex, sur le thème:

Participaient à ce débat Marcel Gaille, directeur du Service cantonal de protection civile, qui devait définir les critères légaux d'intervention de la protection civile en cas de catastrophes, et Georges Kleinmann, journaliste, chargé d'exprimer les sentiments du public à l'égard de la protection civile à la lumière des récents événements.

L'intérêt du débat se trouvait rehaussé par la présence de Hans Mumenthaler, directeur de l'Office fédéral de la protection civile, de Pierre Wellhauser, conseiller d'Etat, président du Département de l'intérieur et de l'agriculture, et de André Gautier, conseiller national, président de l'Association genevoise pour la protection civile.

Il nous paraît important, en guise d'introduction, de rapporter les paroles prononcées par Pierre Wellhauser lors de l'Assemblée qui précédait le débat:

«Les efforts accomplis à Genève dans le domaine de la protection civile sont importants, constate Pierre Wellhauser, mais la protection civile doit actuellement faire face à un problème de carac-



Dr. Felix Auer gibt die Präsidentschaft des BLZSV ab.

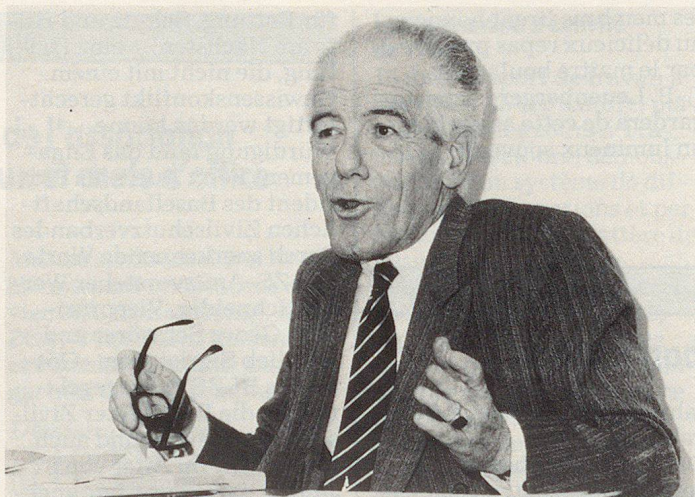
rière psychologique. Ressentant un large sentiment de sécurité, la population oublie le statut original d'une protection civile, destinée à intervenir en cas de conflit. Or, actuellement, le citoyen exige davantage de la protection civile, laquelle, estime Pierre Wellhauser, doit avoir de nouvelles compétences. Cette démarche est à entreprendre au niveau du législateur, mais implique des sacrifices de la part des citoyens.»

Bases légales et moyens d'intervention de la protection civile en cas de catastrophes

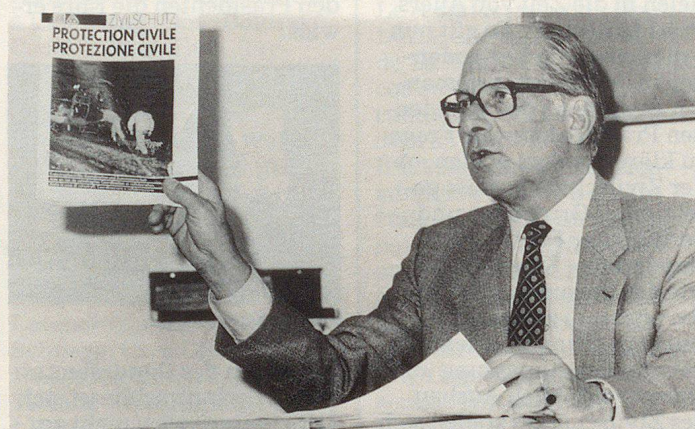
Pour situer le cadre légal dans lequel évolue la protection civile, Marcel Gaille rappelle que, dès 1962, la loi sur la protection civile donnait au Conseil fédéral, aux cantons et aux communes la compétence de mettre sur pied la protection civile en cas de catastrophes. En 1978, la révision des deux ordonnances sur la protection civile réglait d'une façon encore plus précise les modalités d'intervention de la protection civile lors d'une catastrophe.

A Genève, dès 1973, des compétences et des tâches ont été dévolues à la protection civile, en vertu du règlement d'organisation de secours en cas de catastrophes (SECA), lui confiant la responsabilité de diriger les secours dans les cas généraux. Hans Mumenthaler confirme, en se fondant sur les bases légales en vigueur à Genève, que la responsabilité de l'intervention de la protection civile pour aider ou prévenir en cas de catastrophe, incombe dans une large mesure aux autorités communales ou cantonales. Il faut tenir compte cependant des particularités qui pourraient découler d'une catastrophe dépassant le cadre régional et qui serait alors du domaine de la Confédération.

Quant aux moyens dont dispose la protection civile à Genève, poursuit Marcel Gaille, il convient de citer tout d'abord les 25 000 personnes incorporées, en relevant toutefois la modestie de leur instruction, voulue par la législation fédérale. La protection civile dispose par contre de moyens matériels



André Gautier, conseiller national, président de l'Association genevoise pour la protection civile.



Jean Naef, vice-président de l'Association genevoise pour la protection civile.

importants, par exemple 2500 lits en milieu abrité, et un réseau d'alarme appelé à être testé en septembre prochain. Néanmoins, il est important de rappeler que la protection civile, basée sur un système de milice, n'est pas opérationnelle immédiatement; elle a besoin de temps pour s'organiser, et que les moyens de communication fonctionnent normalement.

Q: A quel moment la protection civile intervient-elle lors d'une catastrophe?

▲ L'organisation SECA prévoit l'intervention de la protection civile lorsque les moyens de secours permanents sont insuffisants. Il faut considérer en effet, rappelle Marcel Gaille, que pour mettre sur pied la protection civile, il faut retirer les gens de leur travail. Il est évident aussi que leur engagement doit entrer dans le cadre des possibilités de la protection civile.

Q: Où était la protection civile lors des chutes de neige il y a 3 ans?, demande Georges Kleinmann.

▲ L'enneigement de Genève était à considérer comme un simple événement, répond Pierre Wellhauser, la population ayant subi, certes, une situation d'inconfort, mais ne s'étant pas trouvée en danger. Pierre Wellhauser relève la nécessité de faire

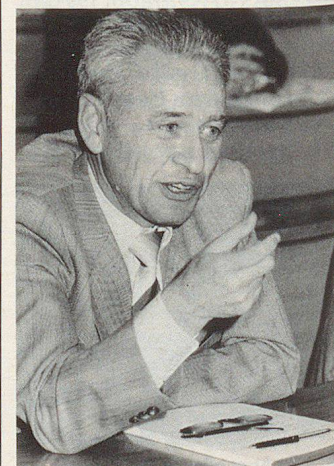


Georges Kleinmann, journaliste.

une distinction entre a) un accident, b) un sinistre et c) une catastrophe. L'Etat est en train de mettre au point un plan d'intervention appelé à faire face aux accidents et aux sinistres et prévoyant l'entrée en action en l'espace d'une demi-heure des agents de sécurité professionnels, qui sont au nombre de 2000. Ce n'est qu'en cas de catastrophe, c'est-à-dire lorsque les moyens d'intervention permanents sont insuffisants, que la protection civile peut intervenir. Il n'existe cependant que des plans hypothétiques pour une telle intervention. Le comportement psychique de la population dans une situation de catastrophe constitue notamment une grande inconnue.

Q: Le Service cantonal de protection civile possède-t-il une doctrine quant au seuil d'intervention de la protection civile?, demande Georges Kleinmann.

▲ Dans un nouveau projet de loi, déclare Pierre Wellhauser, la catastrophe est définie comme un événement subit, suffisamment grave pour que toute ou partie de la population soit en danger, ou ait déjà subi un danger. Pierre Wellhauser pose cependant le problème de la compétence des personnes instruites dans la protection civile, et se demande si la Confédération ne devrait pas revoir la durée de leur instruction. Une définition claire et précise de la catastrophe n'est guère possible, estime André Gautier, certaines catas-



Hans Mumenthaler, directeur de l'Office fédéral de la protection civile.

trophes telles qu'une épidémie d'une maladie infectieuse échappant à la protection civile.

Lorsque les moyens d'intervention ordinaires sont dépassés, résume Hans Mumenthaler, on peut faire appel à la protection civile en tant que moyen d'intervention de deuxième échelon, pour aider les professionnels.

Difficultés de l'information

Les professionnels de la protection civile savent à quel moment il faut intervenir, mais les citoyens ne le savent pas, fait remarquer Georges Kleinmann.

La population attend une information de la part des autorités, constate Pierre Wellhauser. D'autant plus que l'information diffusée par les médias est souvent déformée et doit être alors rediffusée et assortie d'instructions précises par les autorités.

Les journalistes n'ont d'autres sources d'informations que les dépêches d'agence qui leur parviennent, remarque Georges Kleinmann. André Gautier soulève la difficulté d'une information correcte, bien des données techniques étant insuffisamment connues, comme par exemple le degré précis de nocivité de la radioactivité.

Q: La nouvelle centrale d'information dirigée par la chancellerie fédérale serait-elle en mesure de faire face à un nouveau Tchernobyl?, demande Georges Kleinmann.

A: Il s'est avéré que l'information ne pouvait pas être laissée aux seuls spécialistes techniques, répond Hans Mumenthaler, mais devait être confiée à des spécialistes de l'information. Partant du principe que l'information doit émaner du Conseil fédéral, un bureau a été créé au niveau de la chancellerie fédérale. Le vice-chancelier, spécialiste de l'information, travaillera en collaboration avec des spécialistes possédant des connaissances techniques. En ce qui concerne le danger des radiations, Hans Mumenthaler annonce qu'un manuel destiné à informer la population est actuellement en voie de réalisation.

Q: Et la répartition des abris?, demande Georges Kleinmann. Où en est-on? Et qu'en est-il des problèmes psychologiques dus au confinement?

A: Les dernières vérifications du plan d'attribution sont en cours, assure Marcel Gaille. Quant aux cours destinés aux chefs d'abri, ils sont bien donnés et bien reçus.

Q: L'engagement de détachements de protection civile effectuant leurs exercices ne pourrait-il avoir lieu plus fréquemment?

A: Le Service cantonal de protection civile est toujours prêt à engager de telles actions lorsque la possibilité se présente, déclare Marcel Gaille. Il faut cependant noter que ce genre d'intervention est de nature à augmenter encore la confusion dans l'esprit du public en ce qui concerne les critères selon lesquels la protection civile doit intervenir. Et la création d'une formation de protection civile assurant un service de piquet n'est pas possible.

Q: Pourquoi ne pas informer le public sur les raisons de la non-intervention de la protection civile après un sinistre?



Marcel Gaille, directeur du Service cantonal de protection civile.

A: Ce serait une information négative, pas toujours indiquée, réplique Georges Kleinmann.

Jean Naef, vice-président de l'Association genevoise pour la protection civile, clôt le débat en constatant que les discussions ont permis de répondre à certaines préoccupations actuelles du public, puisqu'elles ont permis de définir les limites dans lesquelles la protection civile peut intervenir. L'aspect technique et pratique de l'intervention de la protection civile pourrait faire l'objet d'un débat lors d'une autre Assemblée générale.



Conseiller d'Etat Pierre Wellhauser, président du Département de l'intérieur et de l'agriculture.

Schaffhausen

Vom Zivilschutz zum Katastrophenschutz?

Peter Boser neuer Zivilschutz-Präsident/SH

K.S. Aus Anlass der ordentlichen Generalversammlung des Bundes für Zivilschutz des Kantons Schaffhausen sprach im März 1987 vor vollem Promenade-Saal Regierungsrat Ernst Rüesch aus St.Gallen als ziviler Übungsleiter der Gesamtverteidigungsübung «Dreizack» zum aktuellen Thema «Vom Zivilschutz zum Katastrophenschutz?». Die Versammlung erledigte unter Präsident Kurt Schüle vorweg die statutarischen Vereinsgeschäfte. Zum neuen Präsidenten wurde Grossstadtrat Peter Boser

gewählt. Ergänzt wurde der Vorstand durch den Ortschef der Gemeinde Neuhausen am Rheinfluss, Johannes Hirt, und durch Annelies Surber-Steinemann als neue Kassierin. Der im Vorstand verbleibende bisherige Präsident dankte den beiden Zurücktretenden, Vizepräsident Anton Ganz und Kassierin Esther Grimm-Kunz, für ihren langjährigen Einsatz für den Zivilschutz.

Regierungsrat Ernst Rüesch, Vorsteher des Erziehungsdepartementes des Kantons St.Gallen berichtete in einem kompetenten Referat über seine Erfahrungen aus

der Gesamtverteidigungsübung «Dreizack» und zog die entsprechenden Lehren daraus:

«Im Rahmen dieser Übung und in der Folge der Ereignisse von Tschernobyl und Schweizerhalle wurde der Zivilschutz immer wieder heftig kritisiert und seine Existenzberechtigung sogar in Frage gestellt. Die vielen Kritiker, die ausriefen, bei einem totalen Atomkrieg nütze doch alles nichts mehr, übersehen, dass der totale Atomkrieg nur einer der möglichen Fälle ist, und erst noch ein sehr unwahrscheinlicher. Seit 1945 haben auf dieser Erde rund 150 Kriege stattgefunden oder sind noch im Gange. Keiner von allen war ein Atom-

krieg. In allen diesen Ereignissen hätten uns Armee und Zivilschutz schützen können. In den Fällen Tschernobyl und Schweizerhalle war ein Einsatz des Zivilschutzes weder notwendig noch sinnvoll. Diese Fälle geben uns aber Anlass zum Nachdenken, was der Zivilschutz bei noch grösseren Katastrophen tun müsste.

In der Übung «Dreizack» hat sich der Zivilschutz trotz aller Kritik in seiner Konzeption bewährt. Die ausländischen Besucher bewunderten unsere Schutzbauten und Bereitstellungsanlagen. Das Können der einzelnen Leute war im allgemeinen in Ordnung. Lücken zeigten sich in der personellen Besetzung vor allem der Kaderfunktionen. Die Ausbildungszeiten sind so kurz, dass vor allem bei den Führungspositionen auf die bisherige Ausbildung im Militär und im Beruf aufgebaut werden muss. Man kann nicht in wenigen Tagen einen Einsatzleiter ausbilden, wenn ein Luftschutzoffizier für die gleiche Funktion einige hundert Tage ausgebildet werden muss. Also sind für Führungsfunktionen ehemalige Offiziere der Armee und der Feuerwehr einzusetzen. Es genügt aber auch eine gute Führungserfahrung aus dem Berufsleben, so wie es etwa ein Baupolier mitbringt. Für die überörtliche Hilfe bei Grossschadenlagen sind auf der Stufe der Regionen und Kantone mobile Schadenplatzkommandos zu bilden, welche entsprechend ausgerüstet sind und auch die Ablösung oder Unterstützung des Zivilschutzes durch Luftschutztruppen regeln können. Wenn im Zivilschutz mehr nach dem Grundsatz «Der richtige Mann und die richtige Frau am richtigen Platz» gearbeitet wird, kann seine Leistungsfähigkeit recht bald nochmals wesentlich gesteigert werden.

Der Einsatz des Zivilschutzes bei zivilen Katastrophen ist nicht neu. Erstens sieht das Gesetz diese Möglichkeit vor und zweitens gibt es eine ganze Anzahl von erfolgreichen Musterbeispielen, so zum Beispiel der Einsatz bei Überschwemmungen im Tessin, in Schwarzenburg

und Boll-Vechigen, bei Lawinnenniedergängen im Samnaun, bei den Bergstürzen von Meiringen und Bristen, beim Flugzeugabsturz in Hochwald und dem Hallenbad-Einsturz in Uster.

Bei der Meisterung einer Katastrophe sind als erste Staffel die Wehrdienste (Feuerwehr, Wasserwehr, Ölwehr, Chemiewehr), die Polizei, die Spitaldienste, die Technischen und Baudienste der Gemeinden und Kantone einzusetzen. In zweiter Staffel ist die überörtliche Hilfe zu organisieren. Erst in dritter Staffel kommt der Einsatz des Zivilschutzes und abgesehen von der örtlichen Spontanhilfe in vierter Staffel der Einsatz der Armee mit Luftschutz-, Genie- und logistischen Formationen. Es stellt sich aber doch die Frage, ob im Zivilschutz spezielle Pikett-Detachements ausgeschieden werden sollten, welche bereits zur Ergänzung der ersten oder zweiten Staffel eingesetzt werden können, dies vor allem im Sanitäts- und Betreuungsdienst, ferner im Pionier- und im Chemieschutzdienst. Auf alle Fälle sind die Gemeinde-, Regions- und Kantons-Führungsstäbe auszubauen, dass sie in der Lage sind, je nach Art und Grösse einer Katastrophe rasch und lagegerecht örtlich oder überörtlich zu führen. Der Verbesserung der Alarmierung und der sachgerechten Information der Bevölkerung ist besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Die Lücken im Alarmierungssystem müssen sofort geschlossen werden. Sowohl im Falle Tschernobyl wie im Falle Schweizerhalle war die Information der Bevölkerung lückenhaft und damit verunsichernd. Wichtig ist, dass die Gemeinden und Kantone Gefahrenkataster erstellen, in denen zum Beispiel mögliche chemische Auswirkungen von Fabrik- und Lagerbränden, beim Bruch von Stauanlagen oder bei Hochwasser bestimmter Flüsse aufgelistet sind. Vorbeugende vermehrte Sicherheitsmassnahmen im Bereiche von Gefahrenpotentialen wie sie zum Beispiel in Schweizerhalle gelagert waren, sind gesetzlich durchzusetzen.

Der Fall Tschernobyl stellt die Frage nach dem Schutzraumbezug. Die Vorschriften für die zeitliche Bereitstellung der Schutzräume sind heute auf kriegerische Auseinandersetzungen mit einer Vorwarnzeit ausgerichtet. Es kann aber sein, dass wir bei einem Atomunfall im benachbarten Ausland innert weniger Stunden die Schutzräume beziehen müssen. Dafür ist ein Konzept für einen Not-Schutzraumbezug auszuarbeiten, und zwar separat für die Arbeitszeit und für die Zeit zu Hause. Nötigenfalls sind Verträge für Schutzräume, die in Friedenszeiten für andere Zwecke dienen, anzupassen. Der Alarmierung und der Information der Bevölkerung durch die Behörden bei einem Not-Schutzraumbezug, sowie dem raschen und psychologisch geschickten Einsatz der Schutzraumchefs, kommt in einem solchen Falle eine zentrale Bedeutung zu.

Wir sind heute auf mannigfache Weise bedroht, politisch-militärisch direkt und indirekt, von natürlichen Katastrophen wie zu allen Zeiten der Menschheitsgeschichte, von technischen und ökologischen Katastrophenmöglichkeiten aber wie noch nie zuvor. Es gilt alle Mittel des Staates und der Gesellschaft zusammenzufassen, um allen Bedrohungen möglichst umfassend zu begegnen. Einen absoluten Schutz gibt es nicht, Restriktionen gibt es immer. Es gilt aber, einen möglichst optimalen Schutz im Sinne der Sicherheitspolitik zu realisieren. Dabei darf nicht eine

Gefahr gegen die andere ausgespielt werden. Wir müssen allen begegnen. In diese umfassende Sicherheitspolitik gehören die Aussenpolitik wie der Umweltschutz, die Wehrdienste der zivilen Behörden wie die Informationspolitik, die Armee wie der Zivilschutz. Im Rahmen der Bewältigung von Katastrophen aller Art wird der Zivilschutz in Zukunft eine noch grössere Aufgabe übernehmen müssen.»

Mit anhaltendem Applaus bedankten sich die interessierten Zuhörer für das ausgezeichnete Referat, dem sich eine kurze, aber intensive Diskussion anschloss. Bereits in der vorangegangenen Generalversammlung hatte der Bund für Zivilschutz des Kantons Schaffhausen vier Forderungen zum Katastrophenschutz an Behörden und Öffentlichkeit gestellt:

1. Die privaten und öffentlichen Schutzräume sind so einzurichten, dass sie jederzeit sofort bezogen werden können.
2. Die Bevölkerung ist mit dem Schutzraumbezug und -aufenthalt vertraut zu machen.
3. Die Alarmierungs- und Orientierungsmittel müssen jederzeit betriebsbereit sein und von der Bevölkerung verstanden werden.
4. Der Aufgabenbereich des Zivilschutzes ist im Sinne eines sofortigen Katastropheneinsatzes zu erweitern, zum Beispiel durch die Schaffung von Pikett-Einheiten mit vertiefter Ausbildung. ▲

Solothurn

Zivilschutz-Hilfsorgan bei Katastrophen

Generalversammlung des Verbandes Solothurnischer Ortschaften im Zivilschutz, vom Freitag, 27. März 1987 im Restaurant Schmiede in Balsthal.

hbo/ Der Verband Solothurnischer Ortschaften tagte im Restaurant Schmiede in Balsthal. In einem interessant abgefassten Jahresbericht streifte der Präsident die Aktivitäten des Verbandes. Der Vorstand musste wieder bestellt werden. Das Jahresprogramm sieht

interessante Anlässe vor. Jahresbeitrag und Budget wurden genehmigt. Verschiedene Delegationen überbrachten Grussbotschaften.

Verbandspräsident Ruedi Sélébam konnte 35 Mitglieder und Gäste im Restaurant Schmiede in Balsthal, zur

ordentlichen Generalversammlung begrüßen. Er gab seiner Freude Ausdruck, dass man den Weg zu den Solothurner Ortschefs gefunden habe. Einen besonderen Willkomm entbot er Regierungsrat und oberstem Chef des Solothurner Zivilschutzes, Gottfried Wyss; Urs Zeltner, Chef des Kantonalen Amtes für Zivilschutz; Fritz Diethelm, kantonaler Ausbildungschef; Reinhold Wehrle, Präsident des Schweizerischen Zivilschutzverbandes; Gemeinderat Rolf Dietschi sowie den Vertretern des kantonalen Zivilschutzverbandes und der Instrukturen-Vereinigung. Nach der Wahl eines Stimmenzählers und Genehmigung des Protokolls, streifte Verbandspräsident Ruedi Sélébam in prägnanten Worten das verflossene Verbandsjahr. Er führte aus, dass der Zivilschutz nach Tschernobyl und Schweizerhalle arg unter Beschuss geraten sei, er diese Vorwürfe aber energisch zurückweise. Es gelte heute den Zivilschutz nicht nur in Zusammenhang mit einem «Kriegsbild» zu sehen, sondern als Hilfeorganisation bei Katastrophen.

Der Vorstand traf sich zu sechs Sitzungen; Gespräche mit dem kantonalen Amt für Zivilschutz fielen auf fruchtbaren Boden und das gegenseitige Verständnis zwischen dem Amt, dem kantonalen Zivilschutzverband und der Instrukturen-Vereinigung, wäre voll zum Tragen gekommen. Leider hätten die Mitglieder an den verschiedensten Anlässen nicht das nötige Interesse gezeigt, so dass man sich oft fragen müsse, für wen man überhaupt diesen Arbeitsaufwand betreibe. Im Interesse der Sache, wolle der Vorstand mit frischer Energie und Zuversicht das neue Verbandsjahr in Angriff nehmen, in der Hoffnung, 1987 auf weniger taube Ohren zu stossen.

Erfreulicherweise konnte Kassier Herbert Krebs eine positive Jahresrechnung ausweisen; sie wurde mit dem Revisorenbericht einstimmig gutgeheissen, unter bester Verdankung der geleisteten Arbeit an den Kassier.

Nachdem keine Demissio-

nen aus dem Vorstand vorlagen, konnte Präsident Ruedi Sélébam, Kappel, mit grossem Applaus in seinem Amte bestätigt werden. Der restliche Vorstand setzt sich wie folgt zusammen: Vizepräsident: Albert Saladin, Solothurn; Kassier: Herbert Krebs, Trimbach; Sekretär: Bruno Carotta, Lostorf; Aktuar: Ernst Flury, Fültenbach; Beisitzer: Otto Fischer, Küttigkofen; Josef Jeker, Zuchwil; Hugo Stüdeli, Zuchwil und Kurt Blösser, Breitenbach.

Seit einem Jahr teilt sich der Vorstand in die Fachgruppen: Koordination, Ausbildung, Information und Werbung, Zivilschutz-Organisation und Material auf, was sich auf die Aufgabenteilung und Bearbeitung einzelner Probleme sehr positiv auswirke. In die Kontrollstelle wurden gewählt: Fidel Grüninger und Roland Kasparek; als Ersatz wurde neu Urs Schürmann aus Schönenwerd bestimmt. Das Tätigkeitsprogramm konnte erstmals koordiniert zwischen dem OC-Verband, dem Solothurnischen ZS-Verband und dem SZIV bekannt gegeben werden. Auf besonderes Interesse dürfte das Treffen der Ortschefs mit den Ammännern und den Delegierten der Einwohnergemeinden stossen. Es sollen wichtige Neuerungen im Zivilschutz und ihre Auswirkungen auf die Gemeinde aufgezeigt werden. Eine Exkursion mit Waldhüttenplausch sowie eine Fachtagung, «Der Zivilschutz und EDV», runden das Jahresprogramm ab. Der Vorsitzende orientierte ferner über die ergänzenden Programme des Solothurnischen Zivilschutzverbandes und der Solothurnischen Instrukturen-Vereinigung. Die Generalversammlung 1988 wird vom Ortschef Markus Kofmehl in Derendingen organisiert. Das Budget wurde mit einem Überschuss von 300 Franken und gleichbleibendem Mitgliederbeitrag von 30 Franken verabschiedet. Der Jahresbeitrag des OC-Verbandes soll in Zukunft gleichzeitig mit dem Kantonal-Verbandsbeitrag eingezogen werden.

Vizepräsident Albert Saladin orientierte, dass sich ein Fachausschuss mit dem Pro-

blem «Zivilschutz und EDV» auseinandergesetzt habe. Eine Umfrage bei den OC habe ein gewisses Interesse signalisiert, hätten doch 53,4 % geantwortet. Eine entsprechende Orientierung an den OC-Rapporten im Herbst, über die Anschaffung von Personal-Computern und weiteren Anlagen, die die Zivilschutz-Organisation effizienter gestalten helfen soll, werde vorbereitet.

Ruedi Sélébam orientierte in einem Exposé über die geplanten Sofortmassnahmen, Alarmierungsmöglichkeiten, spezielle Kader-Katastrophen-Schulung, Einsitznahme eines Informations-Chefs in die Organisation zur laufenden Information der Bevölkerung, Schutzraumbereitstellung, Einbezug der Bevölkerung in Zivilschutzübungen auf freiwilliger Basis, in seiner ZS-Organisation. Er empfahl den Ortschefs, Eigeninitiative zu entwickeln und nicht darauf zu warten, dass vom Bund oder vom Kanton irgendwelche An- und Wegleitungen erscheinen würden. Gemeinderat Rolf Dietschi, Balthal, überbrachte den Willkomm der Einwohnergemeinde und wünschte dem Verband weiterhin ein gutes Gedeihen.

Regierungsrat Gottfried Wyss überbrachte die Grüsse der Kantonsregierung und führte aus, dass der Zivilschutz heute mehr denn je, durch die Vorkommnisse in Tschernobyl und Schweizerhalle aktualisiert worden sei. Das ganze Zivilschutzkonzept werde nun vom Bund überprüft, doch könne man kaum grosse Veränderungen erwarten, bleibe doch der Zivilschutz nach wie vor Sache der Gemeinden. Er gratulierte zur Absicht, eigene Initiativen zu ergreifen, um bei Katastrophen den nötigen Einsatz leisten zu können. Der Zivilschutz im Kanton Solothurn stehe weit besser da als allgemein immer dargestellt würde. Die Zivilschutzangehörigen sollen so gut ausgebildet werden, dass sie in einem Notfall die gewünschte Hilfe bringen könnten. Er wünschte dem Verband auch weiterhin viel Erfolg. Reinhold Wehrle wünschte als Vertreter des Zentralvor-

standes vermehrte Kontakte mit den Ortschefs. Anregungen und Kritiken würden gerne entgegengenommen. Mit den Worten: «Wir wollen der Bevölkerung zeigen, dass unser Zivilschutz da ist», bezeichnete Wehrle den Kanton Solothurn als fortschrittlich. Peter Born als Vertreter des Solothurnischen Zivilschutzverbandes und Peter Walther von der Zivilschutz-Instrukturen-Vereinigung wüssten eine erspriessliche Zusammenarbeit mit dem OC-Verband. Als grosser Kämpfer für den Zivilschutz, verabschiedete die Versammlung den zurückgetretenen Ortschef von Hägendorf, Milo Strebel. Mit Applaus wurde seine Arbeit verdankt. Ebenfalls mit Akklamation wurden die neuen Ortschefs Urs Schürmann, Schönenwerd, Georg Meister, Hägendorf, René Straub, Etziken und Ueli Rothenbühler, Welschenrohr, herzlich im Verband willkommen geheissen. Abschliessend dankte Präsident Ruedi Sélébam Gästen und Mitgliedern für die erspriessliche Zusammenarbeit und gab der Hoffnung Ausdruck, dass die Aktivitäten der drei Organisationen, VSOC, SZV und SZIV im neuen Verbandsjahr auf grösseres Interesse stossen möchte, und wünschte viel Erfolg.

Solothurn

Aktuelle Weiterbildung für die Solothurner Ortschefs

R. W. Die Ortschefs des Kantons Solothurn und ihre Stellvertreter wurden anfangs April 1987 im Rahmen der diesjährigen Rapporte am Eidgenössischen Institut für Reaktorforschung über die Folgen des Ereignisses von Tschernobyl und die Konsequenzen für den Zivilschutz orientiert.

Bei einem Kernkraftwerkunfall sollten nicht nur die AC-Spezialisten, sondern auch die Ortschefs als oberste Verantwortliche für den Zivilschutz in der Gemeinde, die möglichen Folgen ei-

nes solchen Ereignisses kennen und die zu treffenden Massnahmen beurteilen können. Der Vorsteher des Amtes für Zivilschutz des Kantons Solothurn, Urs Zeltner, stellte daher den ersten Tag der diesjährigen Ortschefsrapporte für eine umfassende Orientierung über die Auswirkungen des Reaktorunfalls von Tschernobyl und die Konsequenzen für den Zivilschutz zur Verfügung. Die Ortschefs wurden in Würenlingen von Roman Spiess, dem Leiter der Schule für Strahlenschutz des Eidgenössischen Instituts für Reaktorforschung, sorgfältig in die Grundlagen eingeführt. Drei Fachleute der Hauptabteilung für die Sicherheit der Kernanlagen, Martin Baggenstos, Anton Birrer und Dr. Hans-Peter Isaak, erklärten das Gefährdungspotential eines Kernkraftwerks, die Sicherheitsmassnahmen und die Alarmorganisation.

Die Diskussionen ermöglichten es auch, die Fragen eines Einsatzes des Zivil-

schutzes und der zweckmässigsten Massnahmen zu besprechen. Es ist doch sehr wichtig, dass in einem Ernstfall in allen Gemeinden die gleichen, klaren Anordnungen getroffen werden. So ist es jetzt zum Beispiel jedem Ortschef klar, dass bei einem Reaktorunfall die Lüftungen der Schutzräume nicht in Betrieb genommen werden sollten, weil die Filter nicht gegen radioaktive Edelgase schützen können. Zur Gewährleistung eines gewissen Luftaustausches kann die Schutzraumtüre gegen das Hausinnere geöffnet werden.

Ortschefs sind nicht automatisch Spezialisten auf allen Gebieten des Zivilschutzes. Daher ist eine Weiterbildung in solchen Bereichen allgemein wünschbar, nicht zuletzt auch deshalb, weil nur ein selbst gut orientierter Ortschef auch für eine zweckmässige Information der Bevölkerung sorgen kann.

Massnahmen im Ernstfall

rwg. Martin Baggenstos, Anton Birrer und Hans-Peter Isaak von der Hauptabteilung für die Sicherheit der Kernanlagen referierten vor den Solothurner Ortschefs über das Gefährdungspotential eines Kernkraftwerkes, über die Sicherheitsmassnahmen und die Alarmorganisation für den Notfall.

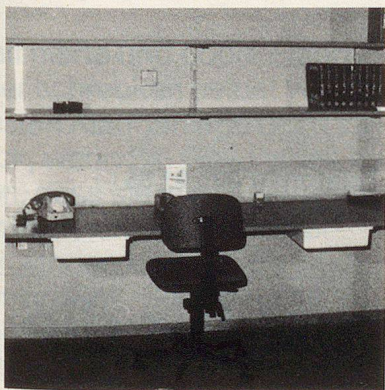
In diesem Zusammenhang wurden die Fragen eines Einsatzes des Zivilschutzes bei einer wesentlich gefährlicheren Katastrophe ausführlich diskutiert. Im Falle von Tschernobyl erreichte die Gefährdung nie jenes Ausmass, das den Einsatz des Zivilschutzes gerechtfertigt hätte.

Das könnte natürlich einmal anders sein. Was müsste die Bevölkerung dann wissen? In einem Katastrophenfall wird mit Sirenen alarmiert. Der bekannte an- und abschwellende Heulton bedeutet «allgemeiner Alarm». In einem solchen Fall sollte man sofort Radio hören. Dort wird bekanntgegeben, was zu tun ist. Bei gewissen Chemieunfällen wäre es falsch, einfach den Schutzraum aufzusuchen. Bei atomaren Unfällen bringt schon das Schliessen von Fenstern und Türen einen beachtlichen Schutz. Noch sicherer ist man im Schutzraum, dessen dicke Wände die Strahlung gewaltig reduzieren. Ein absoluter Schutz besteht aber auch hier nicht, können doch radioaktive Edelgase ungehindert durch den Luftfilter eindringen.

Ortschef entscheidet

In der Regel empfiehlt es sich daher, die Lüftung nicht einzuschalten, sondern die nötige Atemluft durch die Türe aus dem Hausinneren hereinzulassen. Das wäre jedoch bei einer chemischen Verseuchung falsch. In einem Katastrophenfall sollte man darum auf jeden Fall den Anordnungen Folge leisten, die im Radio bekanntgegeben werden. Ob in der einzelnen Gemeinde eine Massnahme vorzeitig aufgehoben werden kann, weil keine Gefährdung mehr besteht, entscheidet der Ortschef aufgrund der Messungen seiner Spezialisten und weiterer Nachrichten.

Die Gefährdung durch technisch bedingte Katastrophen muss heute ernst genommen werden. Es ist daher positiv zu werten, dass der Kanton Solothurn beim Zivilschutz wie auch bei den Führungsstäben des Kantons und der Gemeinden Pionierarbeit auf dem Gebiet der Katastrophenvorsorge leistet.



Mit Schubladen...

hostramobiliar

KP-Arbeitsplätze in TWO-Anlagen und für QKP, Büro Chef BSO usw. Nach BZS-Bestimmung montiert.

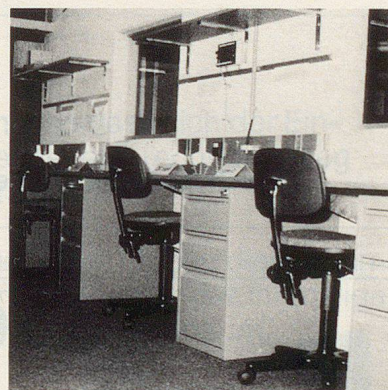
Wir haben immer eine Idee mehr...

Heute zum Beispiel:

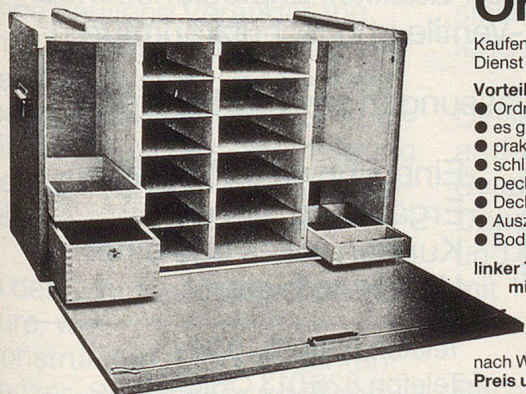
Schreibtischschubladenblöcke und Bürodrehstühle

Verlangen Sie unseren Berater und/oder den hostra-Möblierungsordner mit Zubehör bei:

**Hochstrasser AG, Eichwiesstrasse 9
8630 Rüti ZH, Telefon 055 31 17 72**



...oder Schubladenblock



Ordnung im WK!

Kaufen auch Sie für den nächsten WK eine solche Bureaukiste, denn dieses ideale Hilfsmittel erleichtert Ihnen den Dienst ganz enorm.

Vorteile

- Ordnung im ganzen Bureaubetrieb
- es gibt kein Suchen mehr, denn sämtliche Formulare und Unterlagen sind stets griffbereit
- praktisches, ausziehbares Kistli für die Verteilung des Soldes
- schliessbare Schublade für Kasse und Akten
- Deckel ist versenkt montiert, so dass vor Transportschäden geschützt
- Deckel wegnehmbar montiert
- Auszugfach für die Schreibutensilien mit 4 Stempelhaltern
- Boden und Beschläge durch Leisten geschützt

linker Teil: Platz für Schreibmaschine, 1 Kistli für Soldsäckli, schliessbare Schublade

mittlerer Teil: je 5 Auszugtablere für Format A4 und A5

rechter Teil: Abteil für die Buchhaltung, fasst 2 Bundesordner von 8 cm Rückenbreite, Auszugfach für die Schreibutensilien mit Einteilung

Ausführung: tadellose Qualitätsarbeit – aussen dreimal Ölfarbe gestrichen, Vorderansicht mit Aufschrift nach Wunsch bis maximal 20 Buchstaben

Preis und Lieferfrist: Fr. 430.– ab Zäziwil, 10 Tage nach Bestellungseingang

Alleinhersteller: Obi AG, Schreinerei, 3532 Zäziwil, Telefon 031 91 04 64-65